



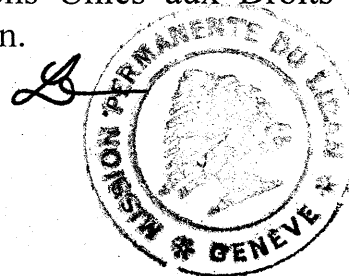
N/Réf. 15/1/2/4 - 121/2023

La Mission permanente du Liban auprès de l'Office des Nations Unies et des Organisations Internationales à Genève présente ses compliments au Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, et en référence à sa note no. ALLBN 4/2022, en date du 7 février 2023, a l'honneur de lui faire parvenir ci-joint la réponse communiquée par le Ministère de la justice contenant des réponses sur les questions de la division des procédures spéciales du Haut Commissariat des droits de l'homme concernant la nature exploitante du système de Kafala.

La Mission permanente du liban compte sur la gracieuse indulgence de l'estimable Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme vis-à-vis du dépassement involontaire des délais.

La Mission permanente du Liban saisit cette occasion pour renouveler au Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, l'assurance de sa haute considération.

Genève le 5 juin 2023.



Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
Palais Wilson
Rue des Pâquis, 52
1201 Genève

OHCHR REGISTRY

- 7 JUIN 2023

Recipients : 963

Enclosure

Mission permanente du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales

Genève

République libanaise
Ministère de la justice
Direction générale

À l'attention du Ministère des affaires étrangères et des émigrés

Numéro : 52/5

Objet : Lettre conjointe, relative au système de kafala, émanant du Service des procédures spéciales du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Documents de référence :

- Lettre du Ministère des affaires étrangères et des émigrés no 299/8 en date du 22 février 2023 ;

- Télégramme no 77/8, du 7 février 2023, envoyé par la Mission permanente du Liban à Genève ;

- Lettre conjointe du 7 février 2023 signée par le Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants, le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et les filles, ses causes et ses conséquences, et la Présidente-Rapporteuse du Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles.

En ce qui concerne l'objet et les documents susmentionnés,

Ayant pris note de l'ensemble du contenu de la lettre conjointe susmentionnée, le Ministère de la justice formule la réponse qui suit au sujet des aspects juridiques relevant de sa compétence.

Il convient tout d'abord de noter que, si les travailleurs domestiques ne sont pas couverts par le Code du travail libanais, cela ne signifie pas nécessairement que ces personnes sont dépourvues de la protection juridique dont doit bénéficier quiconque se trouve sur le territoire libanais. Elles peuvent toujours tenter des poursuites en invoquant **les règlements et les textes généraux de droit civil, en particulier le Code des obligations et des contrats**.

À cet égard, nous avons été interpellés par l'affirmation faite dans la lettre des Rapporteurs spéciaux selon laquelle la loi no 105 criminalisant le harcèlement sexuel excluait totalement de ses dispositions les travailleurs et travailleuses domestiques au motif qu'ils n'étaient pas couverts par le Code du travail, et que ces personnes n'étaient donc pas protégées contre le harcèlement. Cette information n'est **pas du tout exacte** : en consultant l'article 2 de la loi no 105/2020, on constate clairement que l'alinéa a) est général et inclusif, puisqu'il punit l'infraction de harcèlement sexuel indépendamment de l'identité, de la profession ou du statut de la personne visée. Il couvre donc toute personne, libanaise ou étrangère, où qu'elle se trouve et quelle que soit la nature de son travail, qui se voit soumise à des actes de harcèlement sexuel. L'alinéa en question se lit comme suit :

« Quiconque commet une infraction de harcèlement sexuel est puni d'une peine d'emprisonnement d'une durée d'un mois à un an et d'une amende allant de 3 à 10 fois le salaire minimum officiel, ou de l'une de ces deux peines. »

En outre, l'alinéa b) du même article dispose que l'auteur encourt une peine d'emprisonnement de six mois à deux ans et une amende de 10 à 20 fois le salaire minimum officiel, ou l'une de ces deux peines, « si l'infraction de harcèlement a lieu dans le cadre

d'une relation de subordination ou d'une relation de travail ». Le texte de cet alinéa s'applique à toute personne qui a une relation de subordination avec son employeur, que cette relation relève du Code du travail ou du Code des obligations et des contrats (droit commun), ce qui signifie que les travailleurs domestiques sont couverts par ces dispositions, contrairement à ce qui est indiqué dans la lettre des Rapporteurs spéciaux.

Quant à l'alinéa c) de l'article 2 de la loi n° 105/2020, il aggrave encore la peine, prévoyant de deux à quatre ans d'emprisonnement et une amende allant de 30 à 50 fois le salaire minimum officiel « si l'auteur de l'infraction a une autorité matérielle, morale, professionnelle ou éducative sur la victime » ou « si, en commettant l'infraction, l'auteur exerce de graves pressions psychologiques, morales ou matérielles pour obtenir un avantage de nature sexuelle... ».

Il ressort donc clairement que toutes ces dispositions peuvent s'appliquer à une infraction de harcèlement commise à l'égard d'un travailleur ou d'une travailleuse domestique. Il appartient au juge de déterminer quel alinéa est le plus pertinent dans chaque affaire dont il est saisi, en fonction des données dont il dispose. En tout état de cause, il est certain que la loi no 105/2020 s'applique à toutes les situations de harcèlement sexuel que peuvent subir les travailleurs et travailleuses domestiques, même s'ils ne sont pas couverts par le Code du travail.

Par ailleurs, il est indiqué dans la lettre que les travailleuses domestiques dont l'employeur a confisqué les papiers d'identité ont peur de signaler toute forme de mauvais traitement aux autorités compétentes car elles craignent d'être arrêtées, de devoir payer une amende ou d'être expulsées vers leur pays du fait qu'elles ne possèdent pas les papiers requis ou qu'elles ne résident pas sur le territoire libanais de façon légale.

Il faut noter à cet égard que le parquet près la Cour de cassation a publié une circulaire selon laquelle un étranger qui n'a pas ses papiers d'identité ou qui réside illégalement au Liban et qui se présente au commissariat de police pour porter plainte afin de faire valoir ses droits ne doit pas être arrêté, mais doit se voir accorder un délai pour régulariser sa situation et désigner un avocat ou obtenir un parrain.

En ce qui concerne l'aide juridictionnelle et l'assistance judiciaire, la loi fixe certaines conditions pour l'obtention d'une aide, qui peuvent ne pas s'appliquer à tous. Toutefois, convaincu que chacun a le droit d'accéder à la justice, le Ministère de la justice a signé, le 4 septembre 2019, une initiative conjointe relative à l'aide juridictionnelle avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), avec le soutien du Gouvernement canadien et en coopération avec les associations du barreau de Beyrouth et du Liban-Nord. Ce projet conjoint constitue le fondement de l'action visant à renforcer la stabilité sociale, par la fourniture de divers outils et services d'aide juridique, et vise également à améliorer la justice pour mineurs, sous les auspices du Ministère de la justice. Ce projet est conforme au plan d'action du PNUD pour le Liban pour la période 2017-2020, qui a été officiellement adopté après que le Gouvernement libanais l'a approuvé, en 2017. De plus, le Groupe pour l'accès à la justice, qui comprend des représentants du PNUD, du HCR, du Ministère de la justice et des barreaux de Beyrouth et de Tripoli, s'applique à exécuter des projets pilotes liés à l'aide juridique. Une grande avancée a été réalisée dans la mise en œuvre de l'initiative susmentionnée, lorsque a été achevée l'ébauche de différents documents fondamentaux, tels qu'un code de conduite et des modes opératoires normalisés, qui énoncent les principes et les directives nécessaires pour que les bureaux d'aide juridique puissent en pratique se mettre au travail. De tels bureaux ont été ouverts dans quelques régions sélectionnées (Saida, Baalbek et Tripoli, pour l'instant). Ils ont vocation à fournir un appui juridique aux groupes marginalisés et aux populations les plus défavorisées, notamment en menant une action d'information et de sensibilisation aux droits, en fournissant des conseils et une assistance juridiques et en proposant des services de médiation et d'autres moyens alternatifs de règlement des différends, ainsi qu'une aide à l'obtention d'une représentation juridique. Les travailleurs et travailleuses domestiques peuvent bénéficier des services fournis par ces bureaux aux groupes les plus vulnérables et les plus démunis.

En ce qui concerne le travail forcé, en vertu du point E) figurant dans l'article 586.1 qui a été ajouté au Code pénal par la loi no 164 de 2011 criminalisant la traite des personnes, les actes relevant de l'esclavage ou de pratiques analogues et le travail forcé ou obligatoire sont considérés (si toutes les conditions sont remplies) comme des crimes de traite des personnes, passibles d'une peine d'emprisonnement, qui est une sanction pénale en droit libanais.

Afin de pallier les lacunes de la loi no 164 de 2011, le Ministère de la justice a soumis au Conseil des ministres, le 24 mai 2018, une proposition de loi visant à modifier le texte en question et à adopter une loi moderne et indépendante pour la lutte contre les crimes de traite des personnes, qui tienne compte de l'ensemble des dispositions du Protocole de Palerme. Il s'agit de lutter activement contre ces crimes, de protéger les victimes, de renforcer la coopération internationale, de créer une institution nationale de lutte contre la traite des personnes et de mettre en place un mécanisme permettant de reconnaître le statut de victime et de protéger les victimes. Une attention particulière est accordée à l'exploitation, y compris en ce qui concerne les personnes âgées de moins de 18 ans, le projet de loi prévoyant des mesures spéciales à leur égard.

Fin de l'argumentaire.

Beyrouth, le 20 avril 2023

La juge Angela Dagher

Le juge Ayman Ahmed

**Le Directeur général du Ministère de la justice,
le juge Mohammed Mahmoud El-Masri**

وزارة الخارجية والمغتربين

القلم =

15 MAY 2023
0002

الجمهورية اللبنانية

وزارة العدل

المديرية العامة

السيفي
16

جانب وزارة الخارجية والمغتربين

الرقم: ٥/٥٢

الموضوع: إيداع رسالة مشتركة من قسم الإجراءات الخاصة في المفوضية السامية لحقوق الإنسان حول نظام الكفالة.

المرجع: - كتابكم رقم ٨/٢٩٩ تاريخ ٢٠٢٣/٢/٢٢.

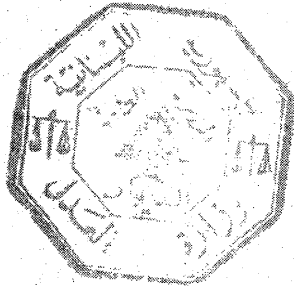
- البرقية الصادرة عن بعثة لبنان الدائمة في جنيف رقم ٨/٧٧ تاريخ ٢٠٢٣/٢/٧.

- الرسالة المشتركة الموقعة بتاريخ ٢٠٢٣/٢/٧ من قبل كل من المقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين، والمقرر الخاص المعني بأشكال الرق المعاصر، والمقررة الخاصة المعنية بالعنف ضد النساء والفتيات، ورئيسة ومقررة فريق العمل حول التمييز ضد النساء والفتيات.

بالإشارة الى الموضوع والمرجع أعلاه،

إن وزارة العدل، وبعد اطلاعها على مجمل ما هو مطروح في الرسالة المشتركة المشار إليها أعلاه، ستقوم بالإجابة على الشق القانوني الداخل ضمن نطاق اختصاصها في ما يلي:

تجدر الإشارة أولاً الى أن قانون العمل اللبناني يستثني من أحكامه الخدم في بيوت الأفراد إلا أن عدم خضوعهم له لا يعني حكماً أنهم يفقدون الحماية القانونية التي يجب أن يتمتع بها كل من يتواجد على الأراضي اللبنانية إذ يبقى بإمكانهم إقامة دعاويهم إستناداً الى القواعد والنصوص المدنية العامة وعلى الأخص قانون الموجبات والعقود.



وفي هذا الإطار، لفت انتباهنا ما ورد في الرسالة الصادرة عن المقررين الخاصين لجهة أن القانون رقم ١٠٥ المتعلق بتجريم التحرش الجنسي استثنى كلياً من أحكامه العاملين والعاملات في الخدمة المنزلية تبعاً لكونهم غير مشمولين بقانون العمل وهم ليسوا بالتالي محميين من التحرش بموجب هذا القانون. إن هذا الأمر غير دقيق على الإطلاق إذ بعد العودة الى المادة ٢ من القانون رقم ٢٠٢٠/١٠٥ يتبين أن البند "أ" منها جاء عاماً وشاملاً وهو يعاقب على جريمة التحرش الجنسي مهما كانت هوية أو مهنة أو صفة الشخص الذي تعرّض له وبالتالي فهو يطال أي شخص لبناني أو أجنبي أينما كان ومهما كانت طبيعة عمله إذ تعرّض للتحرش الجنسي؛ فهذا البند ينص تحديداً على ما يلي:

"يعاقب كل من أقدم على ارتكاب جريمة التحرش الجنسي بالحبس من شهر حتى سنة وبغرامة تتراوح بين ثلاثة أضعاف وعشرة أضعاف الحد الأدنى الرسمي للأجور أو بإحدى هاتين العقوبتين."

وأكثر من ذلك، يشدّد قانون التحرش الجنسي في البند "ب" من المادة منه العقوبة فتصبح الحبس من ستة أشهر الى سنتين وبغرامة من عشرة أضعاف الى عشرين ضعف الحد الأدنى الرسمي للأجور أو بإحدى هاتين العقوبتين "... إذا كانت جريمة التحرش حاصلة في إطار رابطة التبعية أو علاقة العمل..." إن نص هذا البند يشمل جميع الذين تربطهم علاقة تبعية مع رب عملهم بصرف النظر عما إذا كانت هذه العلاقة خاضعة لقانون العمل أو لقانون الموجبات والعقود (القانون العام)، ما يعني أن العاملين في الخدمة المنزلية يستفيدون من أحكامها، على عكس ما جاء في الرسالة الصادرة عن المقررين الخاصين.

وإذا عدنا الى البند "ج" من المادة ٢ من القانون رقم ٢٠٢٠/١٠٥ يتبين أنه يشدّد العقوبة أكثر لتصبح من سنتين الى أربع سنوات حبس وغرامة تتراوح بين ثلاثين وخمسين ضعف الحد الأدنى الرسمي للأجور "... إذا كان الجاني ممن له سلطة مادية أو معنوية أو وظيفية أو تعليمية على المجني عليه..." أو "... إذا استخدم الجاني الضغط الشديد النفسي أو المعنوي أو المادي في ارتكاب الجرم للحصول على منفعة ذات طبيعة جنسية..."

إذاً، يتبين أن جميع هذه الفقرات المشار إليها أعلاه قد تنطبق على جرم تعرّض واقع على عامل/ عاملة في الخدمة المنزلية، علماً أنه يعود للقاضي تقدير الفقرة الأكثر ملاءمة على الحالة المطروحة أمامه بحسب معطيات كل قضية، إلا أنه من المؤكّد أن القانون رقم ٢٠٢٠/١٠٥ يغطي جميع حالات التحرش الجنسي الواقعة على العمال/ العاملات في الخدمة المنزلية وإن لم يكونوا مشمولين بقانون العمل.

من ناحية أخرى، تمت في متن الرسالة الإشارة الى أن العاملات في الخدمة المنزلية اللواتي قام أرباب عملهن بأخذ أوراقهن الثبوتية منهن، يخفن من اللجوء الى السلطات المختصة للتبليغ عن تعرّضهن لأي



شكل من أشكال سوء المعاملة بسبب خشيتهم من التعرّض للتوقيف أو لوجوب دفع غرامة أو الترحيل الى بلادهم وذلك لعدم حيازة أوراق ثبوتية وفقاً للأصول أو لعدم الإقامة بصورة شرعية على الأراضي اللبنانية. تجدر الإشارة في هذا الإطار الى تعميم صادر عن النيابة العامة التمييزية يرمي الى عدم توقيف شخص اجنبي غير حائز على اوراقه الثبوتية أو مقيم في لبنان بطريقة غير مشروعة حضر الى المخفر للتقدم بشكوى للمطالبة بحقه، بحيث يُعطى في هذه الحالة مهلة لتسوية وضعه وتوكيل محام أو تأمين كفيل.

أما في ما خصّ موضوع المساعدة القانونية والمعونة القضائية، فإذا كان نصّ القانون يضع شروطاً معينة للحصول على المعونة قد لا تكون منطبقة على الكافة، إلا إن وزارة العدل، وإيماناً منها بحق كل شخص بالوصول الى العدالة، قد وقّعت بتاريخ ٢٠١٩/٩/٤ على المبادرة المشتركة المتعلقة بالمساعدة القانونية مع كل من برنامج الأمم المتّحدة الإنمائي ومفوضية الأمم المتحدة السامية لشؤون اللاجئين بدعم من الحكومة الكندية وبالتعاون مع نقابتي المحامين في بيروت والشمال. وإن هذا المشروع المشترك يشكل الحجر الأساس والمدماك الأول في تحسين الاستقرار الاجتماعي عبر توفير أدوات وخدمات متنوعة من المساعدة القانونية بالإضافة الى تعزيز عدالة الأحداث تحت رعاية وزارة العدل. وبتماشي هذا المشروع مع خطة عمل برنامج الأمم المتحدة الإنمائي في لبنان ٢٠١٧-٢٠٢٠ والتي تم اعتمادها رسمياً بعد موافقة الحكومة اللبنانية عليها في العام ٢٠١٧، كما أن مجموعة الوصول الى العدالة التي تضم ممثلين عن برنامج الأمم المتحدة الإنمائي ومفوضية الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين ووزارة العدل ونقابتي المحامين في بيروت وطرابلس تعمل بشكلٍ دوّوب على تنفيذ المشاريع النموذجية المتعلقة بالمساعدة القانونية. وقد شهدت هذه المبادرة تطوراً ملحوظاً بعد الانتهاء من درس مختلف المستندات الأساسية التي تتضمن المبادئ والإرشادات اللازمة لانطلاق عمل مكاتب المساعدة القانونية من الناحية العملية كمدونة السلوك، وإجراءات التشغيل الموحدة... وتم اختيار عدد من المناطق الجغرافية (في صيدا وبعثبك وطرابلس لغاية الآن) التي جرى فتح مكاتب للمساعدة القانونية فيها وذلك بهدف تقديم الدعم القانوني للفئات المهمشة والأكثر حرماناً. ومن أبرز الخدمات القانونية التي يؤمّنها المكتب: توفير المعلومات والتوعية على الحقوق، تقديم المشورة والمساندة القانونية، القيام بالوساطة وغيرها من الوسائل البديلة لحل النزاعات، تأمين التمثيل القانوني. ويمكن للعاملين/ العاملات في الخدمة المنزلية الاستفادة من هذه الخدمات القانونية التي تقدمها المكاتب المذكورة للفئات الأكثر هشاشة وفقراً.



أما بالنسبة للموضوع المتعلق بالعمل القسري، فإنه بحسب البند "هـ" من المادة ٥٨٦ (١) من قانون العقوبات المضافة بموجب القانون رقم ٢٠١١/١٦٤ (قانون معاقبة جريمة الاتجار بالبشر) تُعتبر أفعال "الاسترقاق أو الممارسات الشبيهة بالرق" و"العمل القسري أو الإلزامي" من جرائم الاتجار بالبشر (في حال توافر سائر الشروط) ويُعاقب عليها بالاعتقال وهي عقوبة جنائية بحسب القانون اللبناني.

في هذا الإطار، وبهدف سدّ النقص في القانون رقم ٢٠١١/١٦٤ الذي يجرم فعل الاتجار بالأشخاص، أرسلت وزارة العدل الى مجلس الوزراء بتاريخ ٢٠١٨/٥/٢٤ اقتراح قانون يرمي الى تعديل القانون المذكور ويهدف الى وضع قانون حديث ومستقل لمكافحة جرائم الاتجار بالأشخاص يتم الأخذ فيه بجميع مندرجات بروتوكول باليرمو سواء لجهة تفعيل مكافحة الجريمة أو لجهة حماية الضحايا أم لجهة تفعيل التعاون الدولي وإنشاء هيئة وطنية لمكافحة جريمة الاتجار بالأشخاص وأخيراً وضع آلية إجرائية لإعلان حالة الضحية وصولاً الى حمايتها. ولقد تمّ التركيز بشكل أكبر على الاستغلال الذي يشمل من هم دون الثامنة عشرة بحيث أن مشروع القانون ينص على إجراءات خاصة تتعلق بهم.

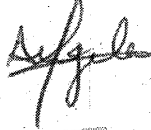
هذا ما اقتضى بيانه.

بيروت في ٢٠٢٣/٤/٢٠

القاضي أيمن أحمد

القاضية أنجيلا داغر





المدير العام لوزارة العدل

القاضي محمد محمود المصري

